

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## RASSEMBLEMENT

DEVANT L'AMBASSADE  
D'ARGENTINE  
JEUDI 23 MARS A 18H 30  
M<sup>o</sup> Kléber

Contre la répression en Argentine, pour  
la solidarité avec le peuple argentin

A l'appel du COBA (Collectif pour le boycott  
de l'organisation par l'Argentine de la coupe du  
monde de football) et de différentes organisations  
argentines et françaises.

### Editorial

#### Quel chemin suivre pour faire aboutir la volonté de changement

Bien des travailleurs continuent à s'interroger. Alors que la volonté de changement est évidente chez des millions et des millions de travailleurs, comment se fait-il que la droite l'ait encore emporté ? Et refusant de se laisser aller à la seule déception, ils se demandent aussi : comment faire pour permettre à cette volonté de changement d'aboutir. C'est de ces questions qu'il faut débattre et auxquelles il faut essayer de répondre pour montrer aux travailleurs qu'une solution existe pour sortir de l'impasse dans laquelle les a fourvoyés la gauche.

Tout d'abord, que s'est-il passé à l'occasion de ces élections ? Pour contenir la volonté de changement, tout en cherchant à la maintenir dans le cadre actuel de la politique d'austérité type plan Barre, Giscard a adopté une politique consistant à lâcher du lest sous forme de réformes et de réformes. Il a favorisé le développement au sein de la majorité d'un mouvement aux airs réformateurs, l'UDF, capable sur ce terrain de prendre des voix à l'électorat modéré auquel pouvait également prétendre le PS.

Quant à la gauche, sa politique a consisté à chercher à récupérer le mécontentement sur le plan électoral. Elle a signé pour cela en 1972 un accord sur le Programme commun dans lequel elle promettait, outre la satisfaction de nombreuses revendications, des réformes prétendument démocratiques. Certes, elle a poussé la récupération de la volonté de changement jusqu'à parler de changement de société, mais ce « socialisme » n'était pas le même pour Marchais ou pour Mitterrand, ses contours étaient bien flous et les moyens d'y parvenir à la faveur de la « démocratie » bien vagues.

Quand l'union a fait place à la désunion, ces partis se sont trouvés non seulement sur le même terrain que ceux de la majorité, mais encore moins crédibles par leurs profondes divisions et leurs querelles.

Voilà donc l'aboutissement de l'abandon par le PCF de la voie révolutionnaire et du combat contre l'exploitation capitaliste. Il a été réduit à faire partie d'une coalition électorale qui a cherché à faire concurrence à la majorité sur le même terrain de promesses et d'illusions.

Mais si l'on peut tromper les travailleurs quel que temps, cela ne peut durer bien longtemps. La gauche, derrière toutes ses promesses, est apparue à bon nombre comme ne se démarquant guère nettement de la majorité ; son électoralisme et son opportunisme n'ont pas payé.

Par contre, un nombre croissant de travailleurs ont tenu à manifester vis-à-vis de la gauche, comme de la droite, leur refus d'un programme de promesses électorales. Ce courant de défiance a traduit, à l'occasion de ces élections, la prise de conscience grandissante du fait que, pour aboutir, la volonté de changement doit prendre un chemin indépendant de la droite comme de la gauche.

Cette prise de conscience et cette volonté d'autonomie par rapport aux grands partis bourgeois a une base objective. Opprimée et exploitée par la classe bourgeoise, la classe ouvrière n'a d'autre issue que de combattre l'ensemble de cette classe, la bourgeoisie de droite comme de gauche.

La réorganisation de la classe ouvrière sur une telle base de classe dans la lutte permettra de rassembler largement et solidement autour d'elle et sous sa direction tous les exploités. C'est alors que la volonté de changement pourra aboutir en renversant non seulement la droite mais l'ensemble de la classe bourgeoise et son État capitaliste. C'est alors qu'un socialisme authentique verra le jour en France.

### Bretagne : la marée noire s'étend

## TOUTE UNE REGION MENACEE



Des moyens dérisoires pour pomper des milliers de tonnes de pétrole.

Aux dernières nouvelles, à 6 h mercredi matin, on apprenait que tous les réservoirs du pétrolier Amoco-Cadix étaient endommagés.

Ainsi plus rien n'empêche les 220 000 tonnes de pétrole de se déverser dans la mer.

Ce serait alors la plus grande catastrophe de ce genre jamais connue jusqu'à présent.

Les nappes s'étendent de Porspoder, une grève située au nord de Brest, jusqu'à la baie de Lannion. Les conditions atmosphériques risquent de rapprocher l'échéance : une tempête doit recouvrir toute la Bretagne mercredi.

Dimanche aura lieu la grande marée d'équinoxe, la mer balayera toutes les plages, toute la côte sera noire, recouverte de pétrole.

Pollution sans précédent de la mer, des côtes, et des cultures à l'intérieur des terres : tel est le visage de la côte Ouest et Nord de la Bretagne.

Les côtes de granit rose des Côtes-du-Nord sont déjà atteintes. La faune et la flore sont touchées au premier plan.

Mardi soir, la marée noire a atteint l'archipel des Sept Îles, après avoir pénétré dans la baie de Lannion. Cet archipel est une immense réserve d'oiseaux de mer unique en France.

En 1967, après la suite de la marée noire du Torrey Canyon, 80 % des oiseaux avaient péri. Plus d'un an

après la marée noire provoquée par le Boelhen, les oiseaux mouraient sur les côtes mazoutées.

Il en va de même pour le poisson, les crustacés. C'est à long terme qu'il faut mesurer l'étendue de la catastrophe. Et il faut savoir que la marée noire provoquée par l'échouage de l'Amoco-Cadix sera de plusieurs fois supérieure aux précédentes.

Constater les faits de la catastrophe serait trop facile. C'est la quatrième fois que les côtes bretonnes sont victimes de marées

noires : aucune mesure n'a été prise. Passer tout près des côtes revient beaucoup moins cher : les supertankers y sont toujours autorisés.

Par ailleurs, il y a aussi derrière tout cela de sordides affaires de fric à propos du remorquage des bateaux en difficulté. Il apparaît clairement que la catastrophe a pour origine des compagnies capitalistes avides de gain qui sont prêtes à tout, à sacrifier une sécurité minimum pour faire le maximum de profits.

(Suite page 8)

Voir également le reportage de notre envoyé spécial en page 8.

## Cessez-le-feu israélien

Mardi soir, à 18 heures locales, Israël décrétait le cessez-le-feu après avoir bombardé toute la journée les environs de Tyr où la résistance des Palestiniens les empêchait de prendre la ville.

C'est aussi à ce moment-même que Begin était reçu à Washington par Carter. Rencontre où Begin parle beaucoup de la paix, des populations qu'il faut défendre, alors qu'en quelques jours, le nombre des victimes dont

il est responsable est considérable.

Cessez-le-feu ne veut pas dire retrait des troupes, Israël occupe toujours le Sud-Liban.

Mercredi matin, un premier contingent de casques bleus de la FINUL (Force intérimaire des Nations-Unies au Sud-Liban) est entré au Sud-Liban. Il s'agit en majorité de soldats qui étaient en poste dans le Golan.

Voir article page 2

### • Italie

Dans le cadre du renforcement de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement italien vient de prendre plusieurs mesures pour renforcer la répression : 30 ans de prison pour ceux qui sont accusés de terrorisme, extension des écoutes téléphoniques, extension du délai de garde à vue.

### • Indonésie

Le commandant militaire de Djakarta, a déclaré mardi qu'il avait ordonné à ses soldats de tirer à vue sur toute personne cherchant à « troubler l'ordre » dans la capitale à la veille des élections qui se dérouleront mercredi et jeudi. Toute manifestation ou rassemblement sera réprimé par les armes.





## ● Sud-Liban

# La résistance se développe

Depuis lundi, les troupes sionistes occupent la totalité du territoire du Sud-Liban située au sud du fleuve Litani, à l'exception du port du Tyr et de Rashidiyah, le camp de réfugiés palestiniens voisin.

Dans la nuit de lundi à mardi, couvertes par l'artillerie et les blindés, elles ont poursuivi la percée d'une route au pied du Mont Harmon, à proximité de la Syrie. Pas sans mal toutefois, puisque les travaux du génie israélien ont été entravés par des opérations de commandos palestiniens qui ont détruit un bulldozer, un transport de troupes et tué cinq soldats.

Une tentative de percée de l'infanterie sioniste en direction du camp de réfugiés de Bourj Al Chamali (grande banlieue de Tyr) a également échoué malgré le bombardement intense de la ville. Les chasseurs israéliens continuent de piler la côte allant de Tyr à une vingtaine de

kilomètres au sud de Beyrouth, ainsi que la région de l'Arkoub, à l'extrémité orientale de la frontière.

Dans cette région, ainsi que dans le secteur central de la frontière, les feddayns continuent de harceler les positions adverses, notamment dans les villages de Rachaya Al Foukhar, Taybe, Bint Jbeil, Jouaya El Qana.

Les kibboutzim de Metoulla et Kiruyat Shamoneh ont également été attaqués à la roquette par des commandos palestiniens.

La ville de Tyr, située au cœur des batailles qui font rage actuellement, est encore peuplée de bon nombre de ses habitants qui refusent de fuir devant les

agresseurs et déclarent préférer mourir sur place plutôt que d'abandonner leurs foyers et de grossir le flot des dizaines de milliers de réfugiés qui continuent d'affluer sur Beyrouth.

### L'ARRIVÉE DES CASQUES BLEUS N'EST PAS IMMINENTE

Dans la capitale libanaise, le général Siilasvuo, commandant en chef des forces de l'ONU au Proche Orient a commencé une série d'entretiens avec les autorités libanaises, en prévision de l'arrivée des casques bleus de l'ONU.

Celle-ci ne semble toutefois pas imminente, avant la conclusion d'un cessez-le-feu auquel l'OLP s'est déclarée opposée. Abou Iyad, membre du Comité central du Fath a précisé que même cette arrivée n'empêchera pas la Résistance palestinienne de poursuivre ses activités car c'est la survie même du peuple palestinien qui est en jeu.

On n'est donc pas à la veille immédiate de la présence des casques bleus puisque les cinq pays membres des forces de l'ONU au Proche Orient (Suède, Autriche, Finlande, Canada et Ghana) ont réaffirmé leur volonté de n'envoyer un premier contingent de

quelques officiers, sur les 4 000 hommes requis, que « si s'instaure un cessez-le-feu effectif entre Israël d'une part, le Liban et l'OLP de l'autre ».

Le Premier ministre sioniste Menahem Begin, séjourne à Washington pour

sonder les intentions de ses rotecteurs américains et plaider la cause de son agression.

### LA RÉSISTANCE EN PALESTINE OCCUPÉE

Pendant ce temps, les manifestations se multiplient en Palestine occupée. Le directeur d'un lycée de jeunes filles de Jérusalem-Est, une enseignante et plusieurs élèves ont été arrêtés mardi matin à Jérusalem-Est, après avoir manifesté dans les rues du secteur oriental de la ville contre l'opération israélienne au Sud-Liban.

Les jeunes filles qui scandaient des slogans antisionistes ont dressé des barrières dans les rues en incendiant des vieux pneus. Elles ont également lapidé les soldats et policiers israéliens qui tentaient de les disperser, envoyant l'un d'eux à l'hôpital.

En Palestine occupée, comme au Liban, le peuple palestinien répond ainsi à l'appel du président Arafat : « La Révolution palestinienne et les forces conjointes libanaises resteront fidèles à leurs principes révolutionnaires, nationaux et patriotiques, au but sacré et noble qu'elles se sont fixées, et continueront à combattre dans le Sud-Liban sur chaque pouce de terre et dans chaque fortification et chaque tranchée, quels que soient le prix et les sacrifices ».

## Grèce-Turquie

# SUCCESSION DE LA RENCONTRE CARAMANLIS-EGEVIT

Récemment, les chefs des gouvernements grecs et turcs, Caramanlis et Ecevit, se sont rencontrés à Montreux (Suisse) pour discuter du contentieux qui existe entre les deux pays.

Un communiqué a été rendu public à l'issue des discussions. Il indique qu'« un dialogue amical et sincère a été établi au cours de cette réunion ». Tant Caramanlis qu'Ecevit ont parlé d'un « climat de confiance ». Ecevit a ajouté que « la rencontre de Montreux avait prouvé que la Grèce et la Turquie avaient la possibilité de régler leurs différends sans intervention extérieure ».

### LES QUESTIONS EN LITIGE

Il y a surtout deux problèmes qui ont assombri les relations entre les deux pays ces quatre dernières années.

Il y a d'abord le problème de Chypre, où stationnent encore des troupes turques, débarquées en 1974. Les deux hommes ont reconnu que la question de Chypre était fondamentalement l'affaire du peuple chypriote et de ses deux communautés turque et grecque.

Il y a aussi le problème de la mer Égée, qui borde les deux pays et dont les îles, les eaux et les richesses sous-marines sont convoitées par les deux pays. En 1976-77, la tension avait monté, et on avait même assisté à des préparatifs militaires de part et d'autre.

Et ces deux foyers de tension avaient été attisés par les superpuissances, surtout par l'URSS, qui, dans la dernière période, soutenait la Turquie dans son opposition à la Grèce.

### UN PAS EN AVANT

Aussi, la rencontre Caramanlis-Ecevit est-elle très positive, à la fois pour développer l'unité entre ces deux pays et ces deux peuples du tiers monde, pour faire obstacle aux manœuvres des deux supergrands et pour restaurer la paix dans cette région du monde.

Il est d'ailleurs significatif que les forces prosoviétiques de Turquie aient condamné cette rencontre au sommet comme « pro-américaine » — alors que, depuis la formation de son gouvernement en janvier, Ecevit ne cesse de condamner les pressions US sur son pays. Ces réactions hostiles, de leur part, montrent bien qu'elles sentent leurs intérêts menacés — et c'est là une excellente chose.

## Journée de commémoration des luttes du peuple des Comores

Il y a 10 ans, au mois de mars 1968, la jeunesse scolaire comorienne écrivait une des plus belles pages révolutionnaires de son histoire. Elle déclencha un puissant mouvement de grève dont les revendications débordèrent largement le cadre strictement scolaire pour devenir nationales et populaires.

Par son envergure, son caractère anticolonial son influence sur l'avenir politique de notre pays, ce mouvement a bel et bien marqué un tournant dans la lutte de libération nationale.

L'association des étudiants et stagiaires des Comores organise le vendredi 27 mars 1978 au FIAP, 36 rue Cabanis (13e) - Métro Glacière — une journée de commémoration de ces luttes et des luttes actuelles anti-impérialistes et démocratiques du peuple des Comores.

## CONTRE L'AGRESSION SIONISTE

# RASSEMBLEMENT

## de soutien aux peuples palestinien et libanais

## SAMEDI 25 MARS 15H 30 BARBES

## ● RFA

Le conflit dans la métallurgie en RFA s'est durci lundi, après le lock-out imposé par le patronat de la branche dans 150 entreprises du Bade-Württemberg.

Cette mesure touche quelques 200 000 salariés. Les employés de ces entreprises vont se mettre en grève par solidarité avec les ouvriers et porter plainte auprès du tribunal du travail. 100 000 employés devraient ainsi participer à

la grève.

Les premières conséquences de la grève se font déjà sentir dans d'autres régions de RFA : ainsi, la direction de l'usine de Brême de la société « Daimler Benz AG » a annoncé lundi dans cette ville que sur les 5 000 employés de l'entreprise, 2 800 étaient actuellement en chômage technique total ou partiel. La firme Volkswagen a indiqué pour sa part à Wolfsburg qu'elle prévoyait un arrêt de sa production à partir du 30 mars prochain, par manque de matériel.

## ● Iran

Cent cinquante prisonniers politiques iraniens observent depuis le 11 mars une grève de la faim pour protester « contre les conditions inhumaines de leur détention », affirme le comité de défense des prisonniers politiques en Iran, dans un communiqué publié lundi soir à Paris.

Le comité appelle « tous les démocrates (...) à protester contre la situation et la vie infernale en Iran ».



## Le difficile choix de Giscard

# Nommer un nouveau premier ministre pour continuer de façon différente la même politique d'austérité

C'est mercredi matin que se réunit à l'Élysée le dernier Conseil des ministres du gouvernement de Barre.

Selon le protocole, Giscard ne va pas manquer de remercier Barre et les membres du gouvernement pour les services rendus, c'est-à-dire de l'action menée pour imposer l'austérité aux travailleurs. Et puis, il va nommer un nouveau premier ministre. Certes, il pourrait désigner à nouveau Barre qui a déjà fait ses preuves, quand il s'agit d'appeler les travailleurs « à

faire des efforts et des sacrifices ». Mais Barre ne s'est-il pas déjà usé dans ce rôle et pourrait-il cadrer avec la volonté d'ouverture et de renouveau affichée par Giscard ? Ce dernier devra tenir compte, en effet de la volonté de changement qui s'est exprimée avec une force croissante lors de ces élections, même si cette voix a été évidemment déformée sur le terrain élec-

toral. Il lui faut tenir compte également, pour les débats parlementaires, de la force électorale importante que représente le RPR. Aussi est-il fort possible qu'il remercie Barre et choisisse un autre premier ministre. Les noms les plus souvent prononcés dans les milieux bien informés sont ceux de Simone Veil, de Peyrefitte, ministre membre du RPR et qui a exprimé, au soir même du scrutin, la nécessité d'une certaine ouverture. On parle aussi de Chaban-Delmas qui a déjà été premier ministre lorsqu'il s'est agi,

après 1968, d'essayer de contenir le mécontentement des travailleurs par une politique saupoudrée de « concertation ». De plus, tout en étant au RPR, Chaban-Delmas n'est guère prisé par Chirac, ce qui ne serait pas pour déplaire à Giscard. De toute façon, que le gouvernement ne soit que remanié ou qu'il subisse des changements plus importants, les travailleurs peuvent être sûrs d'une chose. L'ouverture que Giscard a en tête a pour but de tenter de faire accepter la continuation de l'austérité.

## Promesses de la majorité

# Paroles... paroles... paroles

Le 7 janvier dernier, Barre au nom du gouvernement présentait le « programme de Blois » soi-disant valable pour les cinq ans à venir, qui n'était autre qu'un programme électoral, semblable à celui de Provins pour les législatives de 1973.

En période d'élections, les promesses tous azimuts poussent encore plus vite que les champignons par temps de pluie. Cette fois-ci vue la durée officielle de la campagne, tous les records ont dû être battus.

Maintenant que la droite est reconduite pour cinq ans, rafraichissons-nous la mémoire. Normalement, Giscard fera connaître celui qui sera le chef du nouveau gouvernement.

Dans l'Humanité rouge datée du 10 janvier nous disions que « le programme de Barre est composé de deux types de promesses : celles que Barre tiendra (aide aux patrons, augmentation des flics, austérité) et celles qu'il ne tiendra pas (toutes les mesures sociales destinées à attirer les électeurs) ». C'est de ces dernières dont il sera question ici.

### SALAIRE ET POUVOIR D'ACHAT

Le SMIC progressera plus vite que la moyenne des salaires, de façon à poursuivre le mouvement de réduction des inégalités.

L'écart moyen des salaires, entre les travailleurs manuels et les travailleurs non-manuels sera progressivement comblé grâce à la conclusion d'accords collectifs par branche.

L'augmentation du pouvoir d'achat des diverses

catégories de Français en fonction des progrès de l'économie et des résultats des entreprises. En ce qui concerne les salaires, cette progression sera librement négociée entre les organisations patronales et syndicales.

En tout état de cause, le pouvoir d'achat global des

Français sera sauvegardé, malgré les difficultés économiques.

Une progression d'au moins 1,5 % par an du pouvoir d'achat des allocations familiales sera garantie.

Cette progression pourra être plus élevée dans l'hypothèse de résultats économiques satisfaisants.



Le montant de l'ensemble des prestations familiales sera revalorisé.

### PRESTATIONS FAMILIALES

Un revenu minimum familial sera institué en faveur des familles d'au moins trois enfants.

Les droits propres de la mère de famille et matière d'assurance vieillesse seront élargis.

L'allocation aux personnes âgées les plus défavorisées sera portée à 40 F par jour en 1979, soit près de 30 000 F par an pour un ménage.

Les personnes âgées au minimum-vieillesse bénéficieront de la gratuité totale des soins médicaux.

Pour permettre leur meilleur fonctionnement, les différents régimes d'aide aux personnes privées d'emploi seront harmonisés et simplifiés et rendus plus incitatifs à la reprise de l'activité.

### EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le premier emploi des jeunes doit constituer une priorité nationale. Leur accès à un métier sera facilité par l'institution d'un droit à une formation professionnelle rémunérée, dans les conditions expérimentées en 1977, au titre du « Pacte national de l'emploi ». Cette formation achèvera la scolarité ou la prolongera.

Les travailleurs auront le choix entre poursuivre leur activité à plein temps, réduire progressivement cette activité ou bénéficier à l'âge de soixante ans d'un régime analogue à celui qui a été institué en juin 1977.

La durée légale du travail sera abaissée de 40 à 38 heures, pour les emplois pénibles le reste étant payé en heures supplémentaires.

## Pourquoi la gauche a-t-elle perdu ?

La gauche a perdu les élections dans la mesure où elle n'est pas majoritaire à l'Assemblée. Défaite d'autant plus amère pour elle que les sondages la donnaient largement gagnante à quelques jours du scrutin.

L'injustice du découpage électoral ne suffit pas à expliquer cette défaite. Que ce découpage fait par la droite serve la droite, c'est une évidence, mais ce n'est pas tout.

Le fait que les abstentionnistes du premier tour aient voté en partie pour la droite au second tour n'est pas non plus une explication suffisante. C'était un phénomène prévisible et prévu déjà lors des sondages.

Que Giscard ait parlé après la fermeture officielle de la campagne a pu aussi influencer un pourcentage de l'électorat. Mais là encore rien de bien déterminant. Une telle intervention de quelques minutes ne peut pas faire la balance à elle seule. Alors ?

Alors il y a eu bien sûr la division de la gauche, le 22 septembre. La « dynamique unitaire » rompue. L'écœurement, les polémiques de chiffonniers auxquelles se livrèrent Marchais et Mitterrand pendant des mois. Comment alors leur faire confiance, à ces politiciens ?

D'autant plus que le 13 mars, ils montraient publiquement qu'ils étaient capables de tous les opportunistes, de tous les reniements, de revenir n'importe quand sur la parole donnée. L'accord honteux signé à la hâte non seulement ne convainquait personne, mais encore en révoltait plus d'un.

Mais il y a plus.

Cette série de polémiques et de raccommodages s'est faite sur quelle toile de fond ? Sur un programme commun qui n'était au fond qu'un tissu de revendications. Vous voulez le SMIC à 2 400 F, on vous le donne, vous voulez la baisse des prix, on vous l'accorde, etc.

D'une part, chaque électeur pouvait trouver son intérêt dans ce programme et y placer quelque espoir : « on aura au moins le SMIC, les allocations familiales, etc. » Mais un doute survivait : ce serait si simple ? Il suffirait d'un simple bulletin de vote ? Ce Programme commun était trop beau pour être crédible.

Et de plus, il ne répondait pas aux aspirations qui sont indissociables dans l'esprit des travailleurs de leurs revendications : une autre société, un autre type de production, une autre façon de voir le travail, la fin de l'exploitation, un autre type d'État.

Et le Programme commun ne pouvait offrir cela. Au-delà des revendications syndicales regroupées dans ces pages, il n'y avait que quelques mots : autogestion, socialisme, démocratie... Et chacun savait que sur ces mots mêmes, les dirigeants des trois formations signataires n'étaient même pas d'accord. Pas d'accord sur l'essentiel.

Aussi, quand la division éclata tout s'effondra une première fois. Ce qui devait arriver arriva. Et enfin, quand le 13 mars, il se remettait d'accord en trois heures, sur quelques revendications immédiates, beaucoup ne pouvaient plus y croire.

Si l'Union de la gauche est morte, c'est qu'elle n'a pas offert aux travailleurs de notre pays une alternative qui satisfasse leurs aspirations fondamentales, mais seulement un projet de société capitaliste où l'on aurait été, au-delà des promesses, et de toute façon, aussi exploité.

Voilà pourquoi le 19 mars a non seulement révélé que l'Union de la gauche avait perdu, mais qu'elle était perdue.





## • Dunkerque

### Poursuite de la grève dans la réparation navale

Lundi matin, la grève se poursuivait toujours aux chantiers de la réparation navale à Dunkerque. Des piquets de grève avaient été mis en place afin de faire échec aux jaunes qui voulaient rentrer. Jeudi 23, un débrayage de solidarité aura lieu. Les ouvriers ont manifesté le 20 dans l'après-midi.

### Elections législatives

### Réactions des syndicats prétendument libres

Si les dirigeants de la CGT et de la CFDT ont ouvertement appelé à voter « Union de la gauche », ceux de la confédération syndicale libre (ex-CFT) et de l'Union nationale inter-universitaire aux ont appelé clairement à voter pour la fraction de la bourgeoisie en place.

L'UNI : « Le peuple français a fait preuve de bon sens en écartant du pouvoir les partis de gauche, comprenant que les promesses démagogiques de MM. Marchais et Mitterrand, ne pouvaient déboucher que sur l'anarchie d'abord et la dictature ensuite. » Voilà qui ressemble comme deux gouttes d'eau à ce qu'a toujours dit la mafia de Chirac.

La CSL (déclaration du jeudi 16 mars) : « La bataille n'est pas gagnée, les risques sont encore grands de perdre nos libertés... » Au deuxième tour, c'est avec plus de force encore que le refus du collectivisme doit se manifester. » Diable, Marchais collectiviste, seule la bourgeoisie encore pas au courant peut le prétendre dans le cadre d'élections où tout est bon afin de barrer la route à ceux que demain on peut appeler afin de museler les travailleurs.

Ce « syndicalisme libre » n'a toujours été qu'un paravent derrière lequel se sont cachés et se cachent les tenants de l'extrême droite ou de la droite fascisante et qui n'hésitent pas à recourir aux magouilles, aux attaques à main armée pour maintenir le capitalisme.

### La CFDT condamne la répression sauvage à la prison de Villa Devoto

La CFDT a dénoncé jeudi 16 mars, à la suite de « la répression sauvage » de la tentative de mutinerie à la prison de Villa Devoto, de Buenos-Aires « Les graves atteintes au droit à la vie et à la sécurité dont sont victimes en Argentine tous ceux qui refusent le silence et leurs familles ».

« Depuis le coup d'Etat de 1976, affirme la CFDT dans un communiqué, la junte militaire n'a cessé de violer les droits les plus fondamentaux de la personne humaine : détention sans jugement de 8 000 prisonniers politiques, enlèvement ou disparition de 10 000 personnes dont des enfants en bas âge, torturé et exécution sommaire de prisonniers visent en fait à établir une terreur généralisée dans le pays ».

La CFDT exige en conclusion la libération de tous les prisonniers politiques et la publication de la liste complète des détenus. Elle exige également « le rétablissement des libertés démocratiques, constitutionnelles pour les travailleurs argentins et leurs familles ».

### Séguy soutient le PCI

Après l'enlèvement d'Aldo Moro, leader de la Démocratie chrétienne, la direction de la CGT a adressé un télégramme de soutien à la CGIL dans lequel elle dit partager « pleinement l'émotion des travailleurs et de la population d'Italie à la suite de l'enlèvement et des menaces de mort contre Aldo Moro ». La CGT ajoute « Nous sommes solidaires de la grève nationale à l'appel de toutes les centrales syndicales italiennes pour la défense de la démocratie. » Que se passerait-il chez nous si Chirac ou Ceyrac étaient enlevés, verrait-on Séguy lancer les flics à la recherche de ces gens-là et appeler à la « défense de la démocratie » dont ils privent la classe ouvrière ?

## Capitalisme

# La restructuration à CDF-Chimie

CDF, ce sont les Charbonnages de France et CDF-Chimie, sa branche chimie. Le Comité central d'entreprise s'est réuni le 31 janvier 1978 pour décider des nouvelles orientations de l'entreprise.

Pour les requins capitalistes : « la conjoncture économique générale, tant au plan international que national est difficile depuis plusieurs années et l'industrie chimique n'est pas épargnée ».

### LA COULEUR EST ANNONCÉE

Pour ces messieurs, l'année a été mauvaise, très mauvaise. Le chiffre d'affaires a baissé de 12 % par rapport au troisième trimestre de 1976 et ce, pour le troisième trimestre 1977 (767 MF en 1976, 677 MF en 1977), même chose pour le quatrième trimestre de 1977 par rapport à celui de 1976.

Alors que faire pour les capitalistes pour rentabiliser au maximum leur entreprise ? Pour ce faire, il faut licencier. Car, voyez-vous, pour eux, ce sont les travailleurs qui sont les principaux responsables de la crise. Celle-ci frappe avant tout les monopoles en position de faiblesse qui tombent ainsi, victimes d'autres monopoles plus forts.

Pour tenter de remonter la pente, retrouver une place au soleil au milieu des au-

tres requins, il faut couper les mauvaises branches.

### LES LICENCIEMENTS

Donc comme tout va mal, la direction CDF-Chimie licencie soixante personnes à Lillebonne et envisage de réduire de façon importante la production de polyéthylène ce qui signifie très concrètement le chômage partiel pour le personnel.

D'autre part, les investissements dans le secteur de la recherche sont les suivants : réduction du budget de 15 % pour 1978.

Ceci aura des répercussions sur les secteurs suivants : engrais, thermoplastiques, branche chimie. A ce niveau, cela signifie 100 emplois supprimés. En troisième lieu, au niveau des directions, il s'en suivra une compression au maximum de toutes les dépenses, ce qui signifie suppression de certains postes et regroupements de certaines fonctions.

### COMMENT FAIRE AVALER LA PILULE ?

Pour cacher au maximum les licenciements, la direc-

tion envisage plusieurs solutions :

- Départs anticipés : ceux-ci doivent en principe avoir lieu dans les régions du Nord (Dunkerque), à Paris et Lillebonne. Selon la direction, comme il existe deux régimes de retraite, deux types de mesures sont mises sur pied : pour les affiliés au régime minier, de Sécurité sociale, la pré-retraite peut être prise à partir de 55 ans, pour les mensualisés et 58 pour les CAM ; pour ceux qui sont affiliés au régime général de Sécurité sociale, ceux qui ont entre 58 ans et quatre mois et 60 ans, le départ est à la demande pour ceux qui le souhaitent et le départ est obligatoire pour ceux dont l'emploi est supprimé.

Pour les agents ayant plus de 60 ans le départ est obligatoire :

- Mutations : un certain nombre de postes sont créés à Dunkerque, 118 en tout, alors la direction propose tout simplement à ceux dont l'emploi est supprimé d'émigrer à Dunkerque.

- Chômage partiel : des mesures de réduction de production auraient lieu à Lillebonne, donc cela va entraîner le chômage partiel. Ces heures chômées seraient payées à 80 % des heures normales.

Cent soixante licenciements prévus pour CDF-Chimie, du chômage partiel

pour une autre partie du personnel, voilà qui augure de la nouvelle ère de changement promise à Blois par Barre et par Giscard dans leurs discours.

### RAPIDES CONCLUSIONS

Voilà qui prouve une fois de plus que la crise n'est pas finie et qu'elle s'approfondit dans certains secteurs, dont la chimie.

Théoriquement, les conséquences de cette crise sont limitées à certaines régions. Théoriquement, la Lorraine n'est pas touchée mais les jeunes ne sont pas repris au sortir du service militaire, etc. La lutte des travailleurs de CDF-Chimie doit être capable de faire céder les requins capitalistes mais cela passe dans un premier temps par la connaissance de l'ensemble du plan de bataille des capitalistes.

Quand les ouvriers connaîtront l'ensemble de ce plan, quand ils sauront clairement où la direction veut en venir, ils pourront mieux se préparer au combat.

Notre article n'est que la mise à jour partielle de données partielles qui donnent déjà des indications et qui permet de tracer des axes de bataille que nous pouvons résumer aux mots d'ordre suivants :

- Pas un seul licenciement !

- Non au chômage partiel !

## BAYONNE



Manifestation le lundi 13 mars à Bayonne pour protester contre le licenciement de Maribal Ocana, candidate de l'UOPDP.

Son patron veut la licencier à cause du contenu de la profession de foi adressée aux électeurs au cours de la campagne.

Un comité de soutien s'est formé pour mettre en échec la répression politique .....





## • Loire Atlantique

# Le goulag contre les paysans

Le bulletin hebdomadaire, daté du 14 mars, de l'APL-Nantes révèle le cas d'un fils de paysan, victime d'un internement psychiatrique, pour s'être opposé au remembrement qui doit déposséder son père.

Voici l'histoire. M. Le Coent habite le village de Le Nezert, commune soumise à un plan de

remembrement qui a déjà provoqué de nombreuses luttes. Il a 68 ans et a mis en location ses 8 hectares de terres pour ne garder que le champ attenant à sa ferme où se trouvent son jardin et une trentaine de pommiers qu'il a plantés.

Le plan de remembrement prévoit que ce champ doit lui être enlevé au profit de son voisin, conseiller municipal socialiste, qui a l'intention d'agrandir son élevage de porcs.

En contrepartie, M. Le Coent recevrait une parcelle de mauvaise qualité loin de sa maison. Bien entendu, il refuse de céder le champ.

A la fin du mois de septembre 1971, le voisin fait venir le bulldozer pour raser le talus qui borde le champ et arracher les pommiers. Le tout, en présence de deux gendarmes. Le père Le Coent et son fils Gildas, qui est en congé chez lui, vont s'opposer au bulldozer, rejoints bientôt par une trentaine de paysans du syndicat de défense (qui s'oppose aux plans de remembrement).

Le bulldozer a arraché les pommiers mais, face aux paysans, il doit faire demi-tour. Après ces événements, le maire PCF, élu en 1971, sur une liste d'Union de la gauche, demande par écrit l'intervention de la force publique et d'un médecin pour arrêter Gildas Le Coent.

Gildas, après avoir été littéralement enlevé par les gendarmes, se retrouve à l'hôpital psychiatrique de Plouguernevel, après un passage à la gendarmerie.

C'est le maire lui-même qui aurait téléphoné à l'ambulance pour le transfert.

Depuis cette date, Gildas est interné, soumis à la « camisole chimique » (neuroleptiques). Quant au voisin, conseiller socialiste, il a réitéré ses tentatives pour s'emparer du champ, tentatives mises en échec par Le Coent et les paysans opposés au remembrement.

De l'aveu même d'un médecin de l'hôpital psychiatrique, il semblerait que l'internement de Gildas ne soit pas un cas unique, d'autres sont internés pour refus de remembrement. D'ailleurs, le certificat médical de l'hôpital stipule cyniquement que Gildas « est entré à la suite de troubles du comportement qui l'ont conduit à s'opposer à des opérations de remembrement... ».

Actuellement, une pétition circule dans la région, dénonçant cette répression et exigeant la mise en liberté de Gildas.



Remembrement : ce sont toujours les petits paysans qui trinquent.



## A St-Denis

# Poursuite et extension de la grève chez les hospitaliers

L'hôpital Delafontaine et Casanova de St-Denis (93) est en grève depuis lundi. Depuis une semaine déjà les hospitaliers débrayaient pour faire aboutir les revendications suivantes : augmentation des effectifs, cinquième semaine de congés payés, titularisation des auxiliaires. Des grèves partielles étaient menées par le personnel des cuisines, de la lingerie et de la caisse. La direction avait commencé à céder en embauchant quelques travailleurs supplémentaires, mais les hospitaliers ont jugé tout cela insuffisant et le lundi 20 mars, une assemblée générale rassemblant près de 200 personnes décidait la grève reconductible.

## A Lorient

Un millier d'hospitaliers manifestaient vendredi 17 mars à Vannes devant la préfecture du Morbihan, auparavant ils avaient envahi les locaux de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

Devant la préfecture, les hospitaliers improvisaient un meeting au cours duquel ceux de Lorient qui sont en grève illimitée pour le paiement des 13 heures supplémentaires pour tous, appelèrent à l'extension du mouvement. A Lorient, l'hôpital Bodelio et l'hôpital psychiatrique sont en grève. Une première victoire a été obtenue à propos des revendications des travailleurs de la buanderie de Bodelio. Dans l'Ouest, la grève se poursuit aussi à Brest, Quimper et Quimperlé. C'est son essor au plan national qui garantira aux hospitaliers les meilleures conditions pour faire céder le ministère.

## • Valence

# 2 ans après la mort de 6 ouvriers

Deux cents personnes ont manifesté mardi matin devant le tribunal correctionnel de Valence. Pendant trois jours va s'y dérouler le procès des dirigeants de la poudrerie de Clérieux qui sont inculpés d'homicides et blessures involontaires et d'infraction au code du travail. Le 9 avril 1976, une grave explosion se produisit à la poudrerie de Clérieux qui est une filiale de la société Gevelot.

Un atelier était entière-

ment ravagé par l'explosion, six ouvrières étaient tuées et trois autres grièvement blessées.

Les deux-cents manifestants brandissaient les portraits de toutes les victimes du capital. Rappelons que l'usine Gevelot d'Issy-les-Moulineaux près de Paris avait, elle aussi, explosé il y a plusieurs années. Pourtant, les récidivistes de chez Gevelot essaieront certainement de faire croire qu'il s'agit d'un accident...



Le  
Bimensuel  
n° 27  
est paru

Spécial élections



## Informations générales

# Un lecteur nous écrit

## « Chasseurs contre écologistes »

### UN FAUX DEBAT

Pour discréditer les écologistes qui s'opposent au massacre et au pillage de la nature tout en dénonçant la responsabilité conjointe des partis de droite et de gauche, une campagne est actuellement menée tambour battant pour essayer de mettre à dos chasseurs et écologistes. Elle a notamment fait rage comme l'explique notre lecteur lors des élections.

Un certain nombre d'individus tiennent, lors des assemblées des sociétés de chasse locales, des propos du genre : « Vous savez, nous on ne fait pas de politique mais on vous donne quand même un conseil : aux élections, ne votez pas pour ceux qui se déclarent écologistes. Ils sont contre la chasse et les chasseurs. Si vous votez pour eux, ils arriveront bientôt à vous prendre votre fusil ! ».

L'affaire paraît minime et ressemble à première vue, à une nouvelle version de clochemerle, mais elle est en fait importante. Quand on sait que les chasseurs représentent près de deux millions et demi d'électeurs, on comprend mieux comment elle se situe dans la campagne électorale.

Alors ? Peut-on être à la fois écologiste et, dans le même temps, chasseur ? Faut-il être pour ou contre la chasse ? Deux questions que se posent pas mal de travailleurs (surtout dans les campagnes) et qui méritent une réponse claire !

### Ecologie et chasseurs

Il est absolument grotesque de faire de la chasse un point de rupture entre écologistes et chasseurs. Cela pour plusieurs raisons : tout d'abord parce que la question de la chasse n'est en fait qu'une composante du problème écologique ; la chasse concerne directement quelques millions de personnes alors que l'écologie (et les problèmes politiques que celle-ci pose) concerne la totalité des travailleurs.

Ainsi, les manifestations contre les centrales nucléaires du type super-Malville (manif à laquelle le PCMLF avait appelé et participé) qui sont construites alors que leur technologie est actuellement incontrôlée et qui menacent la vie des habitants de régions entières, sont tout de même une chose un peu plus importante que le fait de savoir si, le dimanche, les chasseurs peuvent tirer le lièvre ou la bécasse !

Ensuite, la deuxième raison pour laquelle il est faux d'opposer chasseurs et écologistes est que la plupart des chasseurs sont des éco-

logistes qui s'ignorent ; dans de nombreux endroits, ceux-ci participent à la lutte anti-pollution de façon à protéger le gibier, et, parfois, réimplantent des espèces qui avaient disparu localement depuis des dizaines d'années.

Il n'est donc pas étonnant que les quelques personnes qui essaient de mettre sur pied - au nom de l'écologie - des associations « anti-chasse » soient particulièrement mal vues.

De fait, ces personnes (souvent des jeunes intellectuels d'origine citadine) favorisent la confusion en défendant, avec la meilleure foi du monde, un point de vue archi-réactionnaire et totalement coupé des masses.

### Un point de vue réactionnaire

Le droit de chasse n'a pas toujours existé ; il a été acquis après de longues luttes menées par le peuple car, il y a à peine 200 ans, le paysan qui se faisait prendre en train de chasser sur les terres de son seigneur, pouvait être mis immédiatement à mort « pour l'exemple ». Le droit de chasse est en fait un acquis de la Révolution démocratique bourgeoise.

Actuellement, si la bourgeoisie tolère ce droit, c'est uniquement parce qu'elle considère qu'il s'agit-là d'un moyen permettant au peuple de se « défouler » à moindre frais. Exactement comme le fait de faire faire du sport à des détenus est un moyen de libérer une partie de leur agressivité et d'éviter que ceux-ci ne se revoltent.

Ensuite, il est totalement faux de prétendre que le droit de chasse est bien vu du pouvoir ; il est tout juste toléré car il est considéré comme dangereux dans la mesure où il permet à de nombreux travailleurs de posséder et d'apprendre à se servir d'une arme. Et une arme comme une carabine à sanglier de calibre 7\*64 munie d'une bonne lunette est une excellente arme de guerre, aussi valable que la plupart des fusils en dotés à l'armée.

D'ailleurs, il faut se souvenir qu'à la suite de la fusillade de Montredon (où

les viticulteurs avaient riposté « militairement » aux CRS venus réprimer leur manifestation) la vente des munitions avait été interdites pendant de longs mois, même pour des calibres tels que les 22 long rifles ! Il ne s'agissait pas là d'un hasard !

### Un point de vue coupé des masses

Tous ceux qui habitent la campagne savent bien qu'il est indispensable de régulariser l'équilibre entre les différentes espèces animales, équilibre qui a été « bousculé » par la présence de l'homme.

Par exemple, les paysans savent bien que les sangliers, lorsqu'ils sont en trop grand nombre, « labourent » leurs cultures pour trouver de la nourriture, dévastent les champs et causent ainsi d'importants dégâts.

Or, dans le cas précis des sangliers, il faut savoir que le taux d'accroissement de cette espèce va de 50 à 150 %. Cela veut dire que lorsque les conditions leur sont favorables (et c'est de plus en plus le cas avec le développement de la culture du maïs en France) une « compagnie » de 20 « cochons » peut passer, l'année suivante, à 50 individus !

Actuellement, en moyenne, le nombre de sangliers double d'une année sur l'autre. C'est dire que - pour les paysans - les battues sont moins un amusement qu'un moyen de protéger leur travail !

Cela, tout le monde ne le sait pas, ce qui amène parfois à des frictions qui sont ressenties d'autant plus vivement qu'elles sont souvent montées en épingle par les réactionnaires du coin.

### Quelle chasse et pour qui

Ceci dit, quel type de chasse préconiser ? Il y a tout d'abord des types de chasse à interdire. C'est par exemple le cas de la chasse à courre ou les chasses que les gros capitalistes peuvent louer (moyennant

quelques millions) en Soloné. Ces deux types de chasse sont réservées exclusivement à la bourgeoisie et elles sont donc anti-populaires par leur essence même. Elles ne sont donc pas tolérables et elles ne doivent pas être tolérées.

Ensuite, la pratique des plans de chasse\* devrait être systématisée de façon à ce que la protection du gibier soit maximale. Cette simple mesure permettrait une protection des différentes espèces et, dans certains cas, un repeuplement important. De cette façon, tout le monde y retrouverait son compte, tant du côté des chasseurs que du côté de la protection des espèces.

### Quelle cible viser

Actuellement, on ne nous fera pas croire (sauf dans certains cas bien précis) que la nature est menacée principalement par les chasseurs. Quand un gros capitaliste se permet de verser - sur des acquis de la préfecture du coin - des tonnes de déchets toxiques dans une rivière (quitte à empoisonner des milliers de tonnes de poisson, et éventuellement un certain nombre de gens !) Il serait aberrant de ne pas reconnaître que le danger principal vient du capitalisme, c'est-à-dire d'une société où le profit est au poste de commandement avec toutes les conséquences que cela comporte !

Pour que les problèmes écologistes ne tombent pas dans une ornière, il est donc indispensable d'attaquer le mal à sa racine et de tirer les enseignements politiques qui s'imposent. Un certain nombre d'écologistes ont déjà commencé à le faire. Les autres ne manqueront pas de les imiter !

Correspondant HR Annecy.

\*Plan de chasse : Fixé chaque année, il permet de savoir assez précisément quel est le nombre d'animaux des différentes espèces qui peuvent être tués. Concrètement, les gardes-chasses évaluent la population présente sur un territoire donné et, en fonction du taux d'accroissement des différentes races, déterminent ce nombre. Chaque chasseur est alors tenu de déclarer ses prises et la chasse est arrêtée lorsque le nombre fixé est atteint.

## • Fives (L'Alma - Jacquet) Pas un seul habitant ne doit quitter le quartier

L'Alma-Jacquet est un ensemble de petites maisons, situé dans un quartier populaire de Fives (Lille).

La municipalité de gauche (PS majoritaire) en accord avec l'office d'HLM, dirigé par Caillau\* (PS) a décidé, il y a quelques années, de raser cet ensemble de maisons pour construire à la place des HLM.

Vu les loyers des HLM, cela équivaldrait à vider le quartier de ses habitants pour les remplacer par d'autres plus aisés (il faut dire que l'Alma-Jacquet est très bien situé, zone calme dans un quartier assez bien doté en commerce et équipements et proche du centre-ville). Bref, trop beau pour les travailleurs.

Au début, les habitants ont essayé de s'y opposer mais, isolés, et sous de multiples pressions, ils ont commencé à vendre et à quitter le quartier. Un habitant encore actuellement sur ce quartier (car beaucoup sont quand même restés) nous explique cette situation en disant : « Il n'y a eu aucune information, on nous a laissés dans l'ignorance volontairement pour mieux nous bernier ».

### MOBILISATION DES HABITANTS

Mais il y a maintenant plus d'un an, les habitants ont commencé à s'organiser avec l'aide de la CSCV\* et la lutte s'est développée : réunions, conférences de presse, interventions à la mairie, au conseil municipal.

Aujourd'hui, quelques concessions ont été arrachées à la municipalité et à l'office HLM. Ces concessions ont été obtenues, non pas par la prétendue concertation, mais par la mobilisation des habitants : - Lorsque Caillau a été violemment attaqué par les habitants lors de la réunion du 25 juin.

- Lorsque les habitants ont été au conseil municipal avec des panneaux : « L'Alma-Jacquet veut vi-

vre », « Non à la destruction, oui à la réhabilitation ».

Ainsi, une partie du quartier ne sera pas rasée, le reste (impossible à garder vu l'état de dégradation des maisons) sera reconstruit en petits immeubles dans le style du quartier. D'autre part, la communauté urbaine a confié ce projet de réhabilitation à un élève-architecte qui s'est mis au service des habitants.

### RESTER DANS SON QUARTIER

Mais rien n'est encore acquis. En effet, si les loyers sont trop élevés après la réhabilitation, les habitants devront partir.

Pour gagner, les habitants devront se battre sur ce mot d'ordre : « Pas un seul habitant ne doit quitter le quartier ».

Pour Monsieur Caillau, par contre, la seule chose qui compte c'est de rentabiliser l'opération. Il applique pour cela la théorie de « l'orange pourrie », c'est-à-dire qu'un habitant qui ne peut payer son loyer est comme une orange pourrie qui peut contaminer tout le quartier. Et ce monsieur se dit de gauche !

Malheureusement pour lui, les habitants commencent à comprendre qu'il n'y a rien à attendre de la gauche, que la concertation, c'est du bidon et qu'il faut imposer ces revendications par la lutte.

\* Caillau : directeur de HLM de la communauté urbaine de Lille, membre du PS.

\* Confédération syndicale du cadre de vie.



La brochure sur le logement est encore disponible :  
Passez vos commandes  
à APN Éditions BP 279  
78 866 - Paris Cédex 18



Souscription

# En avant pour la souscription de 100 millions !



Nous continuerons à publier dans les éditions suivantes les listes de souscription déjà parvenues pour 1978

Culturel

## Daumier: peintre et caricaturiste du 19e siècle

Dans notre édition du 21 mars, nous avons publié, dans la rubrique culturelle, un article sur Daumier, grand peintre et caricaturiste du 19e siècle, dont la fin reste malheureusement incompréhensible faute de

la caricature qui l'accompagne.

En priant nos lecteurs d'excuser cette erreur, nous publions ici la dite caricature.

Elle représente un candidat en train de s'entraîner

devant une glace à adopter une expression avenante pour les électeurs.

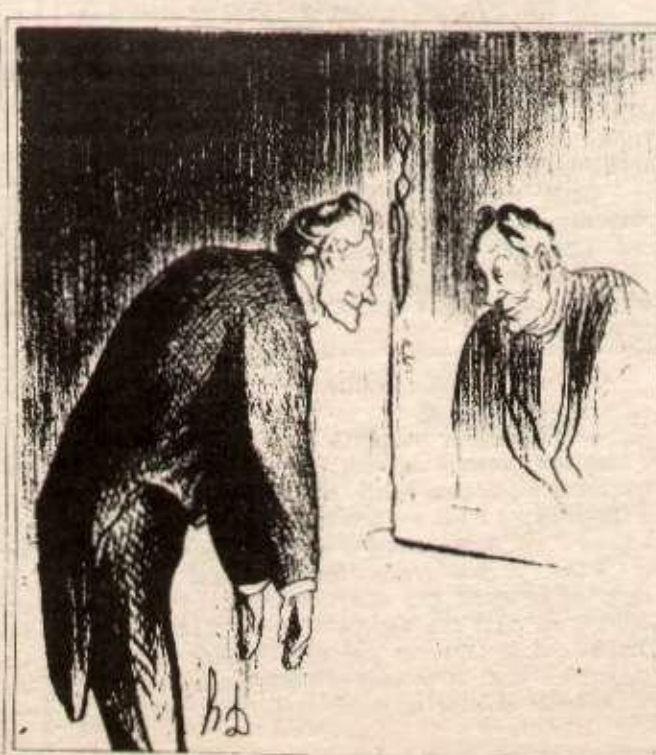
Mais la glace lui renvoie l'image d'un sourire forcé, d'un rictus. Sans doute son sourire n'est-il pas des plus sincères. Nous publions éga-

lement une autre caricature parue aussi en 1869.

Elle traduit la constatation désabusée de l'électeur devant l'air hautain que prend, sitôt élu, le candidat qu'il a vu pendant des semaines lui décerner des sourires.

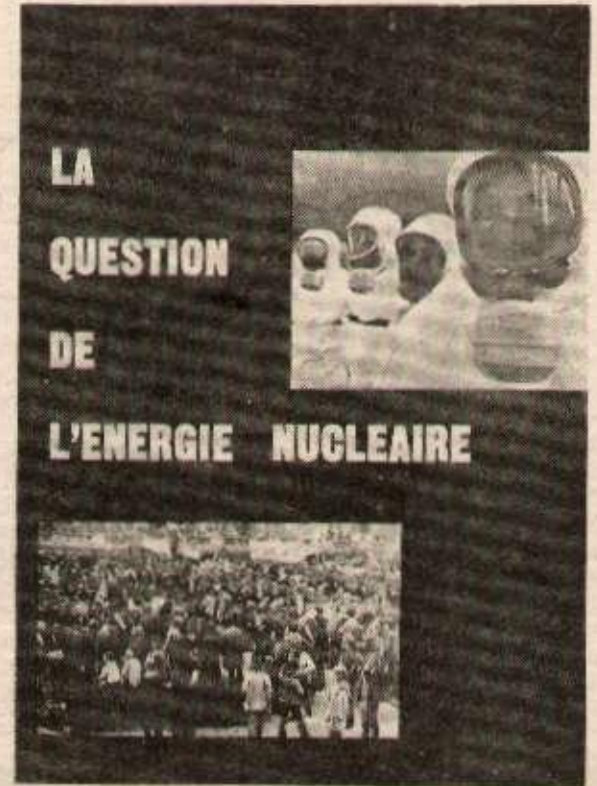


Comme ça redresse vite une épine dorsale de candidat.



Répétition de sourires avant de se présenter à ses électeurs.

### UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE



**PRIX 5F**

Passez vos commandes et libellez vos chèques à :  
APN - Editions  
BP 279 - 75 886 Paris  
Cedex 18

### LE TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG

« Les marxistes ont toujours considéré que le prolétariat ne peut accomplir son œuvre qu'en s'appuyant sur les masses populaires, que les communistes, lorsqu'ils déploient leur activité parmi les travailleurs, doivent employer les méthodes démocratiques de persuasion et d'éducation, et qu'il est absolument inadmissible de recourir à l'autoritarisme ou à la contrainte ».

Extrait de « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ». En vente à la librairie des Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e.

### Histoire économique des grands pays capitalistes

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies :  
Les Herbes sauvages  
Paris 20e  
La Force du Livre  
Lyon 1er  
et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

**Abonnez-vous à  
L'Humanité rouge  
quotidien révolutionnaire  
des travailleurs**



## Faits d'actualité

## Bretagne

## Toute une région menacée

(Suite de la page une)

Elles se cachent pour la plupart derrière des pavillons de complaisance (Libéria, Panama essentiellement) qui réduisent leurs charges d'exploitation de 30 % à 50 % en employant un personnel moins qualifié, rémunéré deux fois et demi moins cher et qui travaille beaucoup plus longtemps dans des conditions inquiétantes.

Cela leur permet aussi d'échapper aux exigences fiscales, elles ont en outre une totale liberté d'action sur les marchés financiers.

Profit aux dépens des travailleurs, des habitants de toute une région, de la faune et de la flore...

C'est toujours lui qui est derrière, sous quelque nom qu'il se cache.

Le gouvernement français fait grand bruit sur cette catastrophe comme sur les précédentes mais rien n'est fait, aucune mesure prise capable d'en finir.

Demain, une autre marée noire peut se produire, et le gouvernement versera une nouvelle fois sa petite larme.

Il faut des mesures immédiates pour que les principales victimes, pêcheurs, agriculteurs soient indemnisés, il faut des mesures immédiates pour empêcher que la marée noire ne devienne une habitude. Les compagnies capitalistes sont les responsables, qu'elles paient !

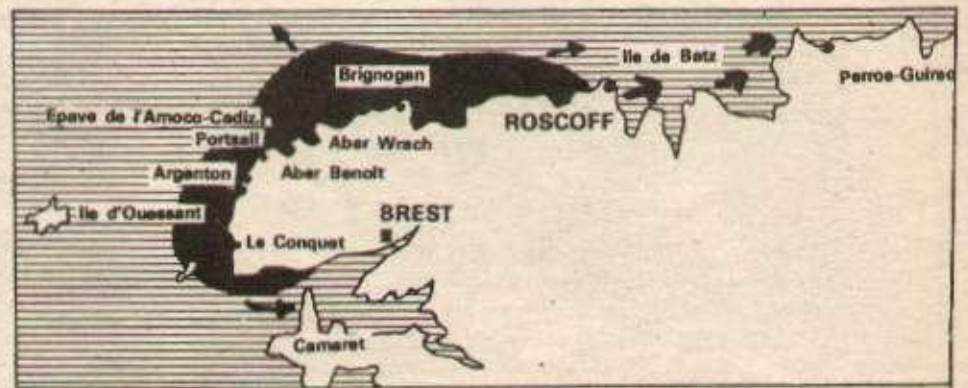
## Des centaines de pêcheurs déposent leur rôle

## « Il n'y a plus de poissons pour nous »

De notre envoyé spécial à Portsall

Reçu le mardi 21 mars à 20h

Depuis lundi, Portsall est interdit à toute personne étrangère au village excepté aux journalistes. L'écologiste est devenu le plus grand ennemi, la police boucle toutes les entrées du village. Des camions du 41e RI de la lande d'Arée et du 1er RIMA de Granville emmènent les soldats du contingent qui nettoient les plages et pompent le pétrole.



C'est maintenant Trégastel et Perros-Guirec qui sont menacés

D'importantes quantités de détergent ont été déversées. Les dispersants utilisés pour disloquer la nappe de pétrole ne sont pas sans conséquences graves pour la faune et la flore. Les pêcheurs de crustacés sont très inquiets car ces détergents risquent d'avoir détruit leur pêche.

Ils furent utilisés dans un premier temps puis stoppés en raison des dégâts qu'ils occasionnent pour la faune. Cependant, il semble aujourd'hui qu'ils soient de nouveau utilisés massivement.

Pendant ce temps, le pétrole coule toujours de l'épave du pétrolier qui fut balayée toute la journée, lundi et mardi, par la marée, par de fortes vagues et l'on se demande si des nouvelles fissures ne sont pas apparues dans les cuves et si l'épave tiendra le coup. Il semble qu'elle s'enfonce peu à peu dans la mer. L'approche des grandes marées d'équinoxe laisse craindre le pire.

La nappe de pétrole semble s'étendre vers l'Est, elle approchera de l'île de Batz, les bassins d'huîtres sont menacés.

Devant le désastre, les pé-

cheurs des environs de Brest et de Morlaix ont déposé leur rôle : « Il n'y a plus de poisson pour nous, disent-ils ». Dans la salle des fêtes de Portsall où ils se réunissaient lundi, l'un d'eux nous a confié : « J'en connais dans cette salle plus d'un qui n'a pas cinquante mille francs anciens devant lui. Ce qu'on veut savoir, c'est combien d'argent on va toucher. Il faudra bien que l'équipe ait du pain ».

Certains en sont réduits à faire du troc, à échanger des moules contre d'autres produits. Ceux qui ont subi de graves préjudices exigent

que les indemnisations soient faites de façon précise sous leur propre contrôle, et qu'elles tiennent compte des répercussions de cette catastrophe à long terme.

Les pêcheurs, même s'ils sont le plus gravement atteints, ne sont pas les seuls à être touchés par cette catastrophe.

On voit sur un kilomètre à l'intérieur des terres les cultures maraîchères couvertes d'une fine pellicule de pétrole. Les mares sont polluées : des animaux ont été malades parce qu'ils avaient bu dans les eaux de ces mares.

## En bref... En bref...

## L'UDF se met en place

« Le Centre des démocrates-sociaux a la capacité par le nombre de constituer un groupe, a déclaré Lecanuet, mais nous pensons que le rayonnement de notre doctrine politique s'exercera de manière plus efficace à l'intérieur d'un groupe puissant et uni ».

Cette décision se place dans le cadre de la mise en place d'un groupe parlementaire UDF à l'Assemblée. Il a émis l'espoir qu'elle suscite « s'il se peut, l'ouverture du gouvernement de demain ». Bien sûr, tout cela pour la bonne cause du « changement ». Ce changement-là représenterait, à en croire Lecanuet, « la réforme positive que la majorité doit apporter aux Français qui avaient choisi de se prononcer pour la minorité ».

## Ceyrac

## « Nous envisageons la liberté »

Tout en se félicitant que la majorité ait été reconduite, Ceyrac a dépeint les difficultés de l'avenir : « (Il) reste menacé par la guerre économique qui sévit dans le monde ». Le remède, d'après lui, serait la liberté pour les entreprises, c'est-à-dire la liberté d'exploiter au maximum.

« Les Français, a-t-il déclaré cyniquement, ont voté pour la liberté ; je pense qu'ils ont aussi voté pour la liberté de l'économie ».

## Vendredi

## Grève du personnel des autoroutes du Sud

Au moment des départs pour le week-end de Pâques, les employés du péage et de l'entretien des autoroutes du sud de la France qui partent de Lyon vers Marseille, Aix-en-Provence et Narbonne feront grève (du vendredi 24 à 5 h au samedi 25 à 5 h).

Ils réclament notamment un rattrapage des salaires et des créations de postes.

## Jura

## Grève pour le SMIC à 2 400 F

C'est dans une petite entreprise du Jura qu'a démarré la première grève pour le SMIC à 2 400 F depuis les élections. Le patron prétend qu'il va se trouver dans l'obligation de fermer l'entreprise.

Mais, comme l'a déclaré une ouvrière interviewée à la radio : « Le SMIC à 2 400 F est nécessaire si on voit les fins de mois impossibles, les saisies dans les cités ». Et « On n'a pas attendu la campagne électorale pour le demander » a-t-elle rétorqué au journaliste qui lui demandait si elle n'était pas influencée par les partis de gauche.

## Démission de Robert Fabre

## Etre un homme de gauche c'est bien aller à la soupe c'est mieux

Dès l'annonce de la victoire de la droite, Fabre, président du MRG, avait confié qu'il se sentait « délié » de l'accord du Programme commun. Michel Crépeau, secrétaire général du même mouvement, avait alors réagi aussitôt en déclarant vivement qu'il ne s'agissait là que d'une prise de position personnelle.

En fait, c'est bel et bien le clivage du MRG qui est en train de se jouer comme le montrent les dernières déclarations et décisions. Fabre a remis, mardi après-midi, sa démission de la présidence au Bureau national des MRG, mais continuera à expédier les affaires courantes jusqu'au congrès national extraordinaire des 20 et 21 mai.

Cette décision aura fait l'objet de débats mouvementés pendant près de trois heures et ce n'est que sur l'instance du Bureau national qui avait d'ailleurs refusé dans un premier temps sa démission que Fabre a finalement accepté d'assumer son propre intérim.

## QUELQUES DÉCLARATIONS

« Co-fondateur du MRG, je dois constater que les résultats obtenus ne sont pas conformes à nos espérances » a déclaré Fabre. Mais « je reste un homme de gauche » a-t-il cru bon d'ajouter... un homme de gauche qui manifestement cherche à se reclasser.

« Les propos tenus, dimanche par Robert Fabre, ne reflètent que l'opinion d'une très petite minorité du parti » a déclaré Michel Crépeau. Une minorité qui ne laisserait peut-être, d'après lui, à la « majorité » dont il se veut le porte-parole, « d'autre solution que de rejoindre le Parti socialiste ».

## Chirac

## « On peut compter sur le RPR, mais il faudra compter avec lui »

Le RPR représente un poids important dans la balance de la majorité et il faudra que celle-ci compte davantage avec lui. C'est en substance ce qu'a affirmé Jacques Chirac lors de la réunion du comité central du RPR qui s'est tenue mardi. Auparavant il avait reçu à l'hôtel de ville les 143 élus de cette formation et une dizaine de « divers » que son succès a incités à rejoindre le groupe.

« Nos voix exigent pour être acquises une politique hardie » dans le domaine économique et social a-t-il également jugé bon de déclarer à l'issue de ce Conseil. Une manière comme une autre de glisser qu'il n'y avait pas besoin pour cela de l'ouverture chère à Giscard. Il n'a pu résister au plaisir d'ajouter « Notre Comité central a observé que la France l'a échappé belle et qu'il ne faut pas se leurrer ; les

élections ont été plus la défaite du collectivisme que la victoire de la majorité ». Autrement dit « Moi, Chirac, je reste un recours dont on ne peut se passer ».

## Décisions prises

Jérôme Monod abandonne sa fonction de secrétaire général. Il avait été spécialement désigné en 1976 pour préparer les élections et sa mission consistant à renflouer le RPR est terminée. C'est Alain Devaquet, un biologiste adhérent de fraîche date, qui le remplace. Le fait qu'il ait battu Georges Sarre dans le 11e arrondissement n'est sans doute pas pour rien dans cette nomination. Les nouveaux députés RPR ont publié un communiqué dans lequel « ils rendent hommage au président Edgard Faure » et soutiennent sa candidature à la nouvelle Assemblée nationale.